

<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b>	<b>Dossier n° PD06300322A0002</b>
<b>Commune d'AMBERT</b>	<b>Date de dépôt : 12/10/2022</b> <b>Demandeur : MAIRIE D'AMBERT représentée par Monsieur GORBINET Guy</b> <b>Pour : Démolition de la maison d'angle et du porche</b> <b>Adresse terrain : 10/12 Rue des Allées - 63600 AMBERT</b>

**ARRÊTÉ**  
**Accordant un permis de démolir**  
**au nom de la commune d'AMBERT**

**Le Maire d'AMBERT,**

Vu la demande de permis de démolir présentée le 12/10/2022 par MAIRIE D'AMBERT, représentée par Monsieur GORBINET Guy et demeurant 37 Boulevard Henri IV – 63600 AMBERT ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 19/10/2022 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Démolition de la maison d'angle et du porche ;
- Sur un terrain situé 10/12 Rue des Allées - 63600 AMBERT

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 ;

Vu le règlement de la zone UAb du PLU ;

Vu le règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager approuvé le 31 Juillet 2004 ;

Vu l'accord assorti de prescriptions motivées de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 15/12/2022 ;

Considérant que le projet en l'état n'est pas conforme aux règles applicables dans le site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur ;

Considérant qu'il peut cependant y être remédié ;

Considérant que l'immeuble n'est pas repéré et protégé comme élément remarquable ou intéressant dans le Site patrimonial remarquable ;

Considérant que cette construction traditionnelle bâtie en pierre est toutefois constitutive du faubourg de la ville d'Ambert et participe à la forme urbaine de l'îlot ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis de démolir est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article suivant.

## Article 2

Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis ci-joint devront être strictement respectées.

A la démolition devra succéder une reconstruction de gabarit suffisant pour ne pas dénaturer l'îlot. La volumétrie et la composition des façades devront privilégier un principe de verticalité.

Les pierres de l'encadrement de la porte d'entrée du mur de clôture ainsi qu'une partie des moellons en pierre de la construction seront conservés pour être réutilisés pour ce projet ou dans d'autres sites.

AMBERT, le 21 DEC. 2022

Le Maire

G. GORBINET



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

### **Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.